

ANALYSE

Madagascar rattrapée par ses vieux démons

La Grande Ile est plongée dans la crise depuis deux mois. Le processus électoral est suspendu aux affrontements entre les trois principales figures politiques du pays.

Par Laurence Caramel ([/journaliste/laurence-caramel/](#))

LE MONDE Le 22.06.2018 à 16h53

Deux mois après le début de la crise provoquée par l'adoption de lois électorales non conformes à la Constitution et la répression des manifestations qui a suivi, le feu couve toujours à Madagascar.

Le président de la République, Hery Rajaonarimampianina, accusé d'avoir acheté des votes de parlementaires, a échappé à la destitution réclamée par ses opposants. Un premier ministre et un gouvernement dits « de consensus » ont été désignés, avec pour mission de conduire à son terme le processus électoral. Pour autant, les affrontements ouverts et les tractations secrètes entre les principaux partis politiques et leurs candidats supposés continuent d'alimenter l'instabilité et donnent une nouvelle fois le spectacle d'une classe politique davantage préoccupée par la défense de ses propres intérêts que par l'avenir du pays.

Lire aussi : Un gouvernement de « consensus » pour mener Madagascar aux élections

([/afrique/article/2018/06/12/un-gouvernement-de-consensus-pour-mener-madagascar-aux-elections_5313402_3212.html](#))

Les trois grands prétendants – dont aucun n'a annoncé officiellement sa candidature – sont bien connus. Il s'agit de Marc Ravalomanana, président chassé du pouvoir en 2009 par le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina (probable candidat lui aussi), avec le soutien de l'armée. Le président déchu et le putschiste – rebaptisé président d'une « Transition » qui dura cinq ans – n'avaient pas été autorisés à se présenter à l'élection de 2013. C'est alors Hery Rajaonarimampianina, ministre des finances de M. Rajoelina, qui avait été choisi par son mentor pour affronter les urnes (il devrait briguer un second mandat).

La loyauté attendue en retour ne fut pas au rendez-vous, mais cette « trahison » n'a pas modifié les mœurs politiques qui minent la Grande Ile. Détournement de fonds publics, scandales de corruption et trafics de matières premières ont rapidement refait surface, malgré les promesses de jours nouveaux.

Retour des bailleurs de fonds

Habités à ces jeux de pouvoir dont ils n'ont jusqu'à présent rien retiré, les Malgaches semblent patienter avec une sorte de fatalité. En dehors de la capitale, où l'occupation de la place du 13-Mai se poursuit, tout comme les grèves dans plusieurs ministères, la contestation n'a pas gagné le reste du pays. La société civile peine à s'organiser et aucun des prétendants ne semble prêt à sortir du cadre légal.

« *Tous veulent que les élections aient lieu. L'isolement qui a suivi le coup d'Etat de 2009 a plongé le pays dans d'immenses difficultés. Les bailleurs de fonds se sont retirés* », assure un observateur qui requiert l'anonymat. Les chancelleries étrangères et les représentants des institutions financières internationales suivent de près le déroulement de la crise.

Fin 2016 à Paris, lors d'une conférence qualifiée d'« historique » par le président malgache, les créanciers étrangers se sont engagés à apporter plus de 6 milliards de dollars (5,2 milliards d'euros) pour financer le Plan national de développement, signant ainsi le grand retour de l'aide internationale dans un des pays les plus démunis au monde et dont les habitants s'avèrent plus pauvres qu'à l'indépendance acquise en 1960. « *Nous n'avons pas mesuré l'impact qu'aurait notre retrait* », reconnaît aujourd'hui l'un d'entre eux.

Un président discrédité

Le compromis imposé par la Haute Cour constitutionnelle (HCC) dans sa décision du 25 mai sur la demande de déchéance du chef de l'Etat est cependant loin de baliser le chemin jusqu'aux élections présidentielle et législatives. La détermination des dates du scrutin demeure un point important de crispations entre les différents partis. Initialement prévu fin novembre et fin décembre pour le second tour, le vote doit désormais avoir lieu « *durant la saison sèche au cours de cette année 2018, mais sous réserve des possibilités techniques, matérielles et financières réelles assurant des élections libres, honnêtes et transparentes* », exige le texte de la HCC.

Lire aussi : Crise à Madagascar : « Les politiciens utilisent la pauvreté pour manipuler les foules » ([/afrique/article/2018/05/28/crise-a-madagascar-les-politiciens-utilisent-la-pauvrete-pour-manipuler-les-foules_5306010_3212.html](https://afrique/article/2018/05/28/crise-a-madagascar-les-politiciens-utilisent-la-pauvrete-pour-manipuler-les-foules_5306010_3212.html))

Mardi 19 juin, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a transmis au gouvernement sa proposition de calendrier électoral. Il prévoit un premier tour début novembre, juste avant la saison des pluies. Cette date a le mérite d'être le point d'équilibre entre ceux qui souhaitent une élection très anticipée, comme le Mapar, d'Andry Rajoelina, et ceux qui voudraient conserver le rendez-vous initial, comme le parti présidentiel HVM. « *Nous avons voulu montrer notre neutralité. Ce que nous proposons est raisonnable* », explique le président de la CENI, Yves Rakotomanana.

Les grands partis, qui ont déjà commencé à déployer leurs machines de guerre, ont tout intérêt à avancer le scrutin, tandis que le président, aujourd'hui totalement discrédité, peut espérer restaurer un peu son image s'il gagne du temps. Les sondages réalisés en mars et avril, qui ont circulé sous le manteau, ne laissaient aucune chance à Hery Rajaonarimampianina, qui arrivait loin derrière l'ancien président de la Transition.

Manque de financement

Un scrutin tardif a aussi la préférence de ceux qui espèrent encore voir émerger un quatrième homme qui puisse incarner un renouveau. « *Les trois grands candidats disposent de moyens considérables et écrasent la scène politique. Il est difficile de trouver l'oiseau rare capable d'assainir la situation du pays et d'établir une bonne gouvernance* », reconnaît Ndranto Razakamanarina, à la tête du mouvement Rohy, une grande coalition d'ONG.

A supposer que le gouvernement retienne la proposition de la CENI, le problème ne serait qu'à moitié réglé. Il faut environ un mois entre le vote et la promulgation des résultats, le temps que les originaux des procès-verbaux de chaque bureau parviennent au siège de la CENI à Antananarivo. Puis un délai de quinze jours pour la tenue du second tour. Tout cela conduirait en pleine saison des pluies, avec des conditions d'accès aux bureaux de vote qui pourraient aisément être jugées inégales entre les 9,9 millions d'électeurs inscrits.

Lire aussi : Hery Rajaonarimampianina : « Quitter le pouvoir, ce serait trahir le peuple malgache » ([/afrique/article/2018/04/30/hery-rajaonarimampianina-quitter-le-pouvoir-ce-serait-trahir-le-peuple-malgache_5292655_3212.html](https://afrique/article/2018/04/30/hery-rajaonarimampianina-quitter-le-pouvoir-ce-serait-trahir-le-peuple-malgache_5292655_3212.html))

Le manque de financement pour assurer le déploiement des 5 000 bureaux supplémentaires sur le territoire inquiète également la CENI. Un peu plus de la moitié seulement des 13 millions de dollars promis par les bailleurs de fonds étrangers pour le processus électoral ont été versés.

« *Madagascar traverse une crise préélectorale que nous faisons tout pour maîtriser. Mais nous avons aussi le devoir de veiller à ce que le résultat du scrutin soit incontestable pour écarter tout risque de crise postélectorale. Seule une totale transparence peut nous en prémunir* », rappelle le président de la CENI. Toutes les conditions sont encore loin d'être réunies pour cela.